

Les jeunes sont mal partis

Le Monde | 03.01.11 | 14h18 • Mis à jour le 03.01.11 | 14h44

Dans les sociétés vieillissantes, la surdité aux problèmes sociaux des générations à venir peut devenir un vrai souci. Mais c'est là un symptôme plus que la cause profonde du mal, qui n'a rien de nouveau. Ce qui est inédit, en revanche, relève de la profondeur du déni d'un phénomène qui s'amplifie. Mon expérience, douze ans après la première édition du *Destin des générations*, me permet d'en établir le constat : depuis 1998, nous n'avons rien fait, alors que nous savions. Chaque fois, les périodes de rémission ont donné l'illusion du rétablissement, mais, en réalité, la situation s'est dégradée.

Quels sont les symptômes de ce mal-être collectif ? Les plus visibles relèvent des difficultés de la jeunesse. Nous le savons, trente-cinq ans après l'extension du chômage de masse, la jeunesse a servi de variable d'ajustement. Chômage record, baisse des salaires et des niveaux de vie, précarisation, développement de poches de travail quasi gratuit (stages, piges, free-lance, exonération de charges, etc.), nouvelle pauvreté de la jeunesse, état de santé problématique et faible recours aux soins, absence d'horizon lisible.

En une décennie, nous n'avons pas progressé - c'est une litote. Nous observons un triple déclassement. Scolaire d'abord, la jeunesse étant maintenant de classe moyenne du point de vue des diplômes, mais en de   de la classe ouvrière du point de vue des revenus. Au-delà de la valeur des diplômes, le déclassement est aussi intergénérationnel, avec une multiplication attendue des trajectoires sociales descendantes par rapport aux parents.

Il est aussi systémique, puisque, avec la chute des nouvelles générations, ce sont leurs droits sociaux futurs qui sont remis en cause : leur développement humain aujourd'hui, leur capacité à élever leurs enfants demain, et leurs retraites après-demain. Il s'agit donc de la régression du système social dans son entier, et pas simplement celui d'individus. Par-dessus tout, une frustration générale envahit les esprits devant l'accumulation des promesses non tenues : celle du retour au plein-emploi grâce au départ à la retraite des premiers-nés du baby-boom (rapport Teulade de 1999), de meilleurs emplois par la croissance scolaire, dans un contexte où le travail seul ne permet plus de se loger. Il s'ensuit une colère, voire une haine, qui se détecte clairement dans la jeunesse de 2010 et que le mouvement sur les retraites a paradoxalement canalisée.

Il reste que la symptomatologie n'est pas un diagnostic. Celui-ci relève du refus collectif de regarder lucidement notre long terme, et du caractère profondément conservateur, rentier, de la société française dans son entier. Le comportement patrimonial des possédants français accumulant de l'assurance-vie et des logements vides, tout comme leurs grands-parents serraient leurs lingots, relève de la même frilosité.

A droite comme à gauche, l'enjeu est de servir les droits acquis plutôt que de développer ceux de demain. Depuis plus de dix ans, la première information sur les sites Internet des grandes centrales syndicales relève de la retraite, et celui des banques vante les placements à bons taux

et sans risques auprès de leurs clients. Notre économie est un capitalisme d'héritiers de énième génération où les nouvelles fortunes peinent à faire leur place, et notre Etat-providence nourrit les jeunes pauvres au travers des retraites de leurs ascendants.

La réforme des retraites aurait pu être un moment propice à l'analyse des années 2030, mais la confrontation, nécessaire, ne fut que celle des postures convenues de notre régime : la droite gouvernementale protège les retraités d'aujourd'hui, son coeur électoral, et sacrifie ceux de demain ; les syndicats et la gauche exigent quant à eux de reporter la charge sur les jeunes actifs, ces grands absents des débats politiques.

Dans son texte sur "la révolution de l'âge" (*Le Monde* du 14 avril 2010), [Martine Aubry](#) ne mentionne les jeunes qu'au détour de deux phrases : pour être soutenus par les anciens, et pour avoir confiance en le système. Jusqu'où ? Faut-il s'étonner dès lors que notre Assemblée nationale, la plus vieillie au monde, fondée sur la quasi-absence des moins de 50 ans, professionnalisée autour de députés mâles sexagénaires réélus depuis plus de vingt ans, cumulant souvent un mandat et de généreuses retraites, réforme les pensions en conservant ses propres droits acquis et fait porter l'ajustement sur les députés de demain, absents des débats.

Il s'agit de comprendre que ce jeu est "idéal-typique" de notre pays, où les derniers retraités aisés du début du baby-boom décident de l'appauvrissement des générations nées trop tard, victimes muettes d'enjeux où leur absence est sciemment organisée. C'est là une racine de notre mal : le diagnostic de 2010 montre que les "nouvelles générations" nées après 1955, celles entrées dans le monde du travail après 1975 dans le contexte du plein chômage, ont été affectées de façon durable, voire définitive. Derrière ces premières cohortes de vétérans de la guerre économique, les suivantes ont accumulé des handicaps croissants qui forment des cicatrices durables sur le corps social.

Alors que faire ? Pour partie, le traitement est bien connu. L'enseignement est un enjeu vital. L'état de pauvreté de l'université "low cost" à la française effraie les collègues étrangers : nous signons là le choix du déclassement scientifique de notre pays. Mais cela ne suffira pas : à quoi bon former parfaitement des jeunes qui ne trouveront pas d'emploi ?

L'invention du travail quasi gratuit (les stages), massivement subventionné par les parents aisés, n'a pas suffi, et, après trente années d'incurie, il faut aussi réintégrer les anciens jeunes de 1985 qui avaient raté leur entrée dans la vie. Cette politique de retour au plein-emploi est la première priorité de la politique de génération dont nous avons besoin. Il faudra passer par le double tranchant de la fluidification du droit du travail et de l'obligation d'embauche faite aux employeurs. La crise du logement exige aussi un plan de long terme de constructions collectives et de qualité pour densifier le tissu urbain des espaces moyens entre centre et périphérie.

Rien ne se fera sans investissements massifs. Notre défi de la décennie 2010 est que nous abordons mal cette période, en concentrant les trois grands handicaps caractéristiques des blocages des périodes préévolutionnaires, selon le sociologue [Randall Collins](#) : dette massive de consommation empêchant l'élaboration de politiques publiques ambitieuses d'investissement ; frustrations liées à l'accumulation de promesses intenable ; gouvernance du pays déstabilisée par des majorités de plus en plus difficiles à réunir, dans un contexte où plus aucune autorité n'est acceptée.

Ces investissements massifs nécessitent d'en dégager des moyens. On ne peut honorer sans retour les promesses d'une retraite précoce, longue et aisée comme celle des jeunes seniors des classes moyennes d'aujourd'hui, et ces besoins d'investissements d'avenir. Le projet d'abandon de l'impôt sur la fortune (ISF) et son remplacement par une taxation des revenus du patrimoine va dans le mauvais sens, dans une société française où le patrimoine immobilier dormant a vu tripler sa valeur en vingt ans.

Une meilleure taxation des résidences secondaires dans le tissu urbain est de nature à rapporter des ressources considérables tout en fluidifiant de nouveau le marché de l'immobilier : combien de seniors ont leur épargne dans des logements vides à l'année, dans des zones à forte densité, alors que les jeunes familles s'entassent dans quelques pièces ? En réalité, le seul ajustement substantiel susceptible de changer le rapport à la rente consisterait à introduire, dans la déclaration du revenu imposable, la valeur locative, qui est bien un revenu implicite, de l'ensemble des biens immobiliers détenus par les ménages (hors remboursements en cours), en particulier celle de la résidence principale. Cela suppose une réévaluation rapide des valeurs locatives cadastrales, dont on sait les dérives séculaires.

Les seniors de 2010, qui sont propriétaires sans remboursement d'emprunt dans plus de 70 % des cas, ont été les grands bénéficiaires - par les plus-values longues, et donc non imposables - de la crise du logement payée au prix fort par les jeunes actifs. Les seniors urbains des classes moyennes supérieures n'ont jamais vécu aussi à l'aise dans des logements sous-occupés, le couple type de 60 ans vivant à deux dans un cinq-pièces, alors que les jeunes familles sont tenues de s'entasser dans de petites surfaces. La fluidification du marché immobilier qui en résultera permettra ainsi d'ajuster les ressources aux besoins.

Cette mesure est capable de desserrer l'étau du logement et d'activer là une véritable politique de solidarité entre les générations. Mais il faut se rappeler que les périodes de conscience où la société française redécouvre sa jeunesse sont systématiquement suivies de phases d'amnésie où elle oublie jusqu'à l'existence de ses propres enfants. Le patient préfère alors se droguer au déficit, et, dans ces phases, l'investissement dans la jeunesse est un vœu pieux. Parions donc qu'aucun candidat n'aura le courage de s'atteler à une telle politique de générations.

Louis Chauvel, sociologue, professeur à Sciences Po (Le grand débat)

A propos de l'auteur

Né en 1967, appartenant à l'Observatoire français des conjonctures économiques, **Louis Chauvel** est spécialisé dans l'étude de la "fracture générationnelle" et des inégalités. Membre honoraire de l'Institut universitaire de France, on lui doit notamment "Le Destin des générations : structure sociale et cohortes en France du XX^e siècle aux années 2010" (PUF, 2010).

Débat

Une paupérisation qui menace la démocratie

Le logement est le lieu d'observation idéal d'un phénomène plus général. Les jeunes seniors aisés habitent les centres-villes, où sont les emplois et les médecins, quand les jeunes actifs doivent se loger toujours plus loin, disposer de plusieurs automobiles (d'occasion), assurances, pleins d'essence, pour trianguler maison, école et travail. Prise dans le ciseau des salaires et du logement, leur capacité à élever leurs enfants est mise en défaut, alors que les associations familiales sont visiblement devenues des organisations d'aïeux.

Il en résulte une multiplication des jeunesses avec la prolongation de la crise : à la première jeunesse aux études (celle qui a un peu manifesté sa solidarité avec les retraités), succède la deuxième, entre l'âge de 23 et 28 ans, dans la transition douloureuse vers l'emploi, la précarité ou le chômage.

Une troisième jeunesse se structure, qui se prolonge souvent bien au-delà de 30 ans, faite du constat que le travail ne permet plus de se loger décemment sans le soutien patrimonial de parents riches et généreux (ou morts). Eloignée des centres de décision, cette "tiers-jeunesse" voit son revenu grevé en loyers ou remboursements, son temps libéré évaporé dans les transports et les loisirs pauvres.

Ces jeunes, de moins en moins jeunes, découvrent, à 40 ans, que, si nous sommes jeunes de plus en plus vieux, ils sont vieux de plus en plus jeunes, ce que leur DRH (direction des ressources humaines) sait rappeler à temps.

Dérives inquiétantes

Cette dynamique de vieillissement se développe dans le silence sidéral des victimes. Les soulèvements n'ont jamais été le fait des acteurs les plus faibles. C'est ainsi que la société française s'est enfermée sans bruit dans une "seniorisation" de son Etat-providence, de son patrimoine (on hérite en moyenne à l'orée de la retraite), mais aussi de ses institutions décisionnaires (le renouvellement du Conseil économique, social et environnemental laissant perplexes).

Le pronostic qui en résulte est réservé : isolées dans un non-rapport à la politique, les victimes de ces transformations ont perdu en information, en relation aux syndicats et aux partis censés les représenter, et l'intelligentsia relaie plus souvent le déni que la réalité des faits.

Le scénario noir est écrit : vieillissement des victimes, qui, de jeunes chômeurs et de travailleurs précarisés, deviendront, en 2020 et au-delà, les retraités paupérisés.

Il n'y aura donc pas de deuxième chance pour ceux qui n'ont pas eu la première, jusqu'au redémarrage qui fera émerger une nouvelle jeunesse qui brisera la chaîne de la dette vis-à-vis des générations passées. Ou, bien sinon, l'enfermement sur le passé nous promettra au déclassé systémique, si ce n'est les deux. C'est bien là le scénario du chien crevé au fil de l'eau.

Evidemment, la déprise politique généralisée résultant de l'absence de transmission politique nous promet aux dérives les plus inquiétantes : populisme, patrimonialisme, autoritarisme, mouvementisme. La démocratie ne peut progresser dans ce contexte.

Louis Chauvel, sociologue, professeur à Sciences Po (Le grand débat)